M. Vincent Cousin, président de la Fédération, entre la séance en prononçant le discours suivant :

## DISCOURS DE M. VINCENT COUSIN

Mon Général, Mesdames, Messieurs,

J'ai eu tout à l'heure dans une autre enceinte l'honneur de remercier Messieurs les Ministres de la Guerre et de l'Instruction publique, d'avoir bien voulu se faire représenter à notre fête et témoigner ainsi de l'intérêt qu'ils portent à notre sport patriotique. Je renouvelle ici, au nom de tous les travailleurs en mon nom personnel, nos remerciements, et je prie M. le Général Miquel d'Allon et M. Peltier de bien vouloir être les interprètes de nos remerciements, de nos sûretés de notre respect le plus profond, de leur dire, avec quelle énergie, avec quelle ardeur patriotique, nous travaillons tous pour former des défenseurs exercés de la Patrie et de la République.

Les résultats du concours fédéral dépassent toutes les espérances — notre champion Jovenet l'emporte avec un point qui est difficilement dépassé.

Le premier prix à la carabine est enlevé par M. Alb. Courquin, de Lille, avec 97 points en cible fixe, sur 100. Le premier prix au fusil par M. Dupuis, de Dunkerque-Maubeuge, par 95 points.

Le premier prix à la carabine scolaire par M. Rovers, de l'école Rollin, de Lille, par 91 points.

Le premier prix du concours des dames par Mme Petit, de Lens, avec 92 points.

Je tenais à signaler ces tirs, car ils sont simplement merveilleux. Voilà les résultats que nous offrons à la critique de ceux qui contesteraient les progrès réalisés. Tous les prix sont enlevés avec des points sensiblement plus élevés que ceux de l'an dernier, dont nous étions pourtant si fiers.

Nous pouvons nous réjouir et souhaiter que nous retrouvions dans les concours prochains des points aussi remarquables.

Les concours fédéraux prend de plus en plus d'importance et provoque une émulation bienfaisante dont nous verons les effets. Tous nos soins ont pour but d'entretenir cette émulation, aussi avons-nous accueilli avec la plus grande empressement le projet d'un de nos sympathiques champions, M. Georges René, d'organiser des records réguliers et des tirs d'élite ; son projet très bien conçu pourra être discuté et adopté, je l'espère, à la prochaine assemblée générale.

Le 22 juin nous irons à Grand pour le match franco-belge et nos vaillants matchiches défendront vigoureusement nos couleurs sous l'habile direction de leur distingué capitaine d'équipe, notre camarade Gautier.

Nous constatons depuis quelque temps un réveil des énergies, au besoin de la préparation à la défense, une accentuation de la virilité française, dont la bienfaisante expansion se fait sentir dans la diffusion et la propagation des sociétés qui concourent à la formation de la jeunesse et à l'éducation physique.

Nos sociétés de gymnastique, de tir, de préparation militaire se multiplient et loin de se jalouser, s'entr'aident parce qu'elles comprennent qu'elles se complètent et que l'union est nécessaire.

Il est hors de discussion aujourd'hui que le tir joue un rôle prépondérant dans l'armée moderne. Dans sa dernière étude le commandant Angelini dit : « l'adresse dans le tir fait d'un soldat un combattant dans toute la force du mot. — l'adresse complète la force, la force sans l'adresse du tir ne peut donner de résultats décisifs. »

Voilà ce qui est net. Or, personne ne conteste plus aujourd'hui l'utilité du tir réduit ; il est utilisé dans l'armée, il forme nos meilleurs champions et comme il peut s'installer partout sous grands frais, on ne saurait trop le développer — par lui il sera possible de faire de tous les Français des tireurs et de rétablir l'égalité de tous les Français dans le R. A. M.

Actuellement les jeunes gens des campagnes peuvent difficilement préparer la bravoure d'aptitude à cause du tir à 200 mètres. Les jeunes gens des villes qui ont la facilité de s'exercer à cette distance, eut tous les avantages et tous les grades.

Un brevet d'aptitude modifié avec une épreuve au tir réduit à 20 m. et à 30 m., ou une épreuve à 200 mètres au choix, mettrait tous les jeunes gens sur un pied d'égalité, ce qui est indispensable dans notre démocratie. Si l'on obtenait ce changement qu'antique principe démocratique, il aurait une répercussion considérable dans le développement et la création des sociétés de tir.

Ce vœu de notre camarade Jourdain sera déposé et développé au congrès des œuvres scolaires d'Armentières en octobre prochain. J'ai cru utile de poser la question dans cette enceinte car elle a une importance capitale.

Il m'est permis d'ont à Valenciennes que ce dernier le concours fédéral, il sera doté magnifiquement et nul doute qu'il ne soit passé sous la direction de ce très compétent champion de France, M. Georges René. Puis en 1913 ce sera Billy-Montigny et il encore nous sommes assurés du succès car nous trouverons au moins autant de générosité qu'à Lille, Douai et Valenciennes et pour la réussite nous avons pour garant l'habile direction de l'éminent M. Guerre, qui a voulu honorer la société une envergure dont vous jugerez l'importance par les graphiques que vous pourrez admirer comme je l'ai fait moi-même, à l'exposition de Gand.

Nous pouvons donc envisager l'avenir avec confiance, notre action va s'étendre, s'accentuer, devenir chaque jour plus importante et plus nécessaire.

Nous fêtons aujourd'hui le vingt-cinquième anniversaire de notre Fédération et le centième adhésion à notre groupement, en même temps que la réussite complète du concours fédéral confié aux soins de la Douaisienne.

Nous pouvons avec fierté jeter un coup d'œil sur le chemin parcouru, nous remémorer les difficultés surmontées et constater les résultats de nos efforts communs.

Ma première parole sera un témoignage de reconnaissance pour les ouvriers de la première heure et pour tous ceux qui se sont intéressés à notre sport patriotique.

C'est un carabinier lilloise, M. Petitqueux que nous avons le plaisir d'avoir près de nous aujourd'hui, qui eut l'idée il y a plus de 25 ans, de grouper les sociétés de tir en une Fédération, idée par des amis aujourd'hui en partie disparus dont il convient de sauver les noms : les Hot, Bernard, Delmesure, Tamboise, Piccolat, l'idée fit vite son chemin et M. Petitqueux fut le premier président. Les concours de Lille, Tourcoing, Comines, qu'il présida, sont encore dans la mémoire des anciens. Il convient de rendre hommage aux efforts patriotiques de ces vaillants qui commencèrent la tâche, qui assurèrent la cohésion des sociétés et qui maintenant notre Fédération, aujourd'hui la plus importante groupement régional de France — leur souvenir restera et notre reconnaissance leur est acquise.

Après avoir rendu justice à nos anciens, qu'il nous soit permis de nous retourner vers M. Paul Hayez, sénateur du Nord, qui, il y a 5 ans voulut bien accepter la présidence d'honneur, de notre Fédération et de lui donner dans la région qui a l'honneur de nous compter parmi ses représentants au Parlement, un témoignage de la reconnaissance des tireurs qui savent tout que c'est à lui que nous devons la plus large part de l'essor considérable pris par la Fédération, que c'est grâce à ses efforts que nos militants ont été récompensés, que nos revendications ont été écoutées et qu'il a pris en main nos intérêts avec autant d'autorité, de bénévolence que de succès.

Ce n'est pas ici et leur rappeler son activité agissante, son grande bienveillance, que nous avons à faire un éloge, mais il me permettra bien de lui dire toute la gratitude de nos cœurs, de lui répéter combien nous sommes heureux de l'avoir à notre tête et combien nous comptons sur lui pour continuer dans la voie du succès où il nous a si noblement conduits.

Nous remercions aussi et de tout cœur la Ville de Douai, M. Bertin, maire, et tous les conseillers municipaux, M. Godin, président de la Douaisienne et tous ses dévoués collaborateurs, auxquels nous devons la réussite de ce concours qui ne doit rien à son très remarquable prédécesseur et son ami Royer, Longuet et Daure s'étaient distingués. Nous remercions encore tous les généreux donateurs qui ont bien voulu nous aider à faire cette magnifique manifestation patriotique. Nous voulons pourtant donner une mention particulière à M. Demay, vice-président de la Douaisienne, dont la présence constante au stand, l'urbanité et la grande obligeance ont été si appréciées et au camarade Jovenet qui s'est dépassé sans compter avec son collègue M. Sandfart.

Notre reconnaissance est acquise à M. le général Miquel d'Allon, à MM. les colonels Clément et Laberie, à M. le lieutenant-colonel Viel, à M. le lieutenant Douizeret, qui représentent avec tant de grandeur et de dignité l'armée nationale, d'avoir bien voulu être des nôtres.

Permettez-moi de vous dire combien nous sommes tous heureux d'avoir près de nous l'éminent M. Peltier, directeur départemental de l'Instruction Primaire — mieux que personne il a pu se rendre compte de l'effort constant de tous nos tireurs pour encourager les tirs scolaires et provoquer leur création. Nous avons la conviction absolue qu'à brève échéance cette jeune titiale prendra dans notre fédération une place prépondérante. Sous l'habile direction de son Président, M. R. Salé, qui, depuis si longtemps a fait ses preuves, et de ses collaborateurs, nos camarades Jourdain et Boulanger, bientôt la région du Nord ne comptera plus aux champions car ils seront légion et c'est parce que nous apprécions leurs efforts à leur valeur réelle que nous nous permettons de prier M. Peltier de bien vouloir signaler à M. le Ministre de l'Instruction publique le dévouement de ces précieux collaborateurs.

L'intérêt que nous porte M. Peltier dont le discours si patriotique de l'an dernier a laissé une impression si profonde qu'elle est encore dans toutes les mémoires, n'est pas ignoré du personnel enseignant qui va rivaliser de zèle, j'en ai la conviction parce que je vois autour de moi pour nous aider dans l'œuvre patriotique si nécessaire que nous avons entreprise, parce que nous avions pouvoir compter sur son aide si précieuse. Vous aurez votre très grande part, M. le Directeur, dans les merveilleux résultats que nous entrevoyons et ce sera un des grands honneurs de votre vie universitaire ; soyez-en remercié.

Le concours des dames accuse un progrès dont nous les félicitons chaleureusement et nous donnerons encore tous nos soins à ce tournoi féminin — nous chercherons à le rendre de plus en plus attrayant, car nous nous rendons compte de l'appoint important qu'il nous donne.

Continuons, mes chers camarades, à aimer et à propager la Fédération, l'œuvre à laquelle vous vous consacrez est noble et belle, elle est suivie avec attention par tous ceux qui ont au cœur l'amour de la Patrie française.

Je vous donne rendez-vous à Valenciennes l'an prochain et j'ai le grand espoir que l'on pourra compter de nouveaux progrès et de nouvelles adhésions.

Qui mieux que vous peut préparer la défense du sol de nos ancêtres, qui mieux que vous peut former des défenseurs, entretenir le feu sacré du patriotisme alors que tous vos actes depuis de longues années, vos travaux, votre propagande, vos sacrifices personnels ont pour but d'assurer l'intégrité du territoire, la grandeur et la prospérité de la France et de la République.

## DISCOURS DE M. PELTIER

M. Peltier parle ensuite. Il dit quelle importance la Président du Conseil attache au tir et à l'éducation physique. Les sociétés de tir, dit-il, sont des plus utiles et leur existence est intimement liée avec l'histoire de notre défense nationale. Elles sont nées d'un acte de foi et d'espérance de la République, fondée au lendemain de nos désastres de 1870, elles ont pris un essor considérable, elles ont été animées du même esprit et ont eu le même idéal pour préserver le pays du retour de désastres dont nous avons conservé l'ineffaçable souvenir. Il narra l'évolution des sociétés de tir, leur transformation partielle de par la loi de 1905 en sociétés de préparation militaire, œuvre qu'il faut compléter par un entraînement physique qui nous donnera de bons soldats et d'excellents tireurs, œuvre qui sera complétée par une forte éducation civique et morale de la jeunesse, car, « de l'école au régiment, instituteurs et instructeurs doivent unir leurs efforts ». Il ne doute pas, dit-il, du patriotisme ni du dévouement des initiateurs de notre région, sur lesquels on peut compter et il déplore les utopies qui veulent que tous les peuples soient frères, c'est là une erreur de doctrine dont l'Histoire il y a deux mille ans nous a donné un exemple : « Rome tomba sous les coups des barbares parce qu'elle avait perdu des vertus guerrières ». Plus récemment on disait : l'Empire c'est la paix », et alors que nous n'avions pas préparé notre armée ce fut un terrible réveil : l'invasion, le démembrement même, et nous avons l'impérieux devoir de supporter tous les sacrifices pour ne pas revoir ce temps.

Pour avoir la paix, il leur être fort et l'orateur rappelle les paroles du chancelier allemand, que M. le sénateur Hayez a citées tout à l'heure.

L'amour de la Patrie, dit-il, doit toujours être plus vif, surtout en notre beau et riche pays de Flandre, qui serait la tentation du vainqueur : il nous faut sans cesse avoir l'arme à la portée de la main.

Et M. Peltier rappelle avec à-propos l'image de ces vaillants archers doumiens qu'on a pu voir peinte sur les murs de la salle du banquet, qui n'auraient pas su faillir, des soldats de Villars à Denain en 1712, des volontaires de 1793 à Hondschoote et à Wattignies et de ces vaillants mobiles du Nord qui, il y a 43 ans à Bapaume, battirent les Prussiens.

« Nous n'avons pas le droit de déchoir, conclut-il, et ce serait une déchéance pour nous de ne pas être prêts : on doit l'être ».

En terminant, l'orateur remercie, au nom du président du Conseil, les fédérés et leur dit avec éloquence que la Patrie et la République comptent sur eux.

⁂

De frénétiques applaudissements couvrent ces paroles, puis M. Peltier procède à la remise des décorations.

Sont nommés :

Officiers d'Académie. — MM. Bricout François, président de la société de tir à Calais ; Jouvent Louis, secrétaire de l'Union douaisienne de tir ; Lémaré Camille-Louis, de Ronchin ; Honette, comptable à Sin-le-Noble ; Bigotte, secrétaire de société de tir à Lille ; Quesnel, chargé de tir à Roubaix.

M. Peltier proclame ensuite la promotion du Mérite national :

Croix d'officier. — M. Henri Vandaele, délégué régional du M. N. à Roubaix.

Croix de chevalier. — M. Gaudez, délégué de l'U. S. T. F. à Lille.

Médaille de vermeil. — M. Bugnicourt, adjudant au 127e d'infanterie à Valenciennes.

Médaille d'argent. — M. Cocon à Lille ; M. le lieutenant Carmel, à Lille ; M. Langrenay à Hautbourdin ; M. Rutter, à Douai ; M. Sandfart, sous-officier au 13e d'artillerie, à Douai ; M. Verdière Auguste, à Aubel.

Médaille de bronze. — M. Bulté Arthur, à Douai.

On va enfin donner lecture du palmarès.

F. B.

# LES CONFLITS d'Orient

Toute la situation balkanique est dominée par le conflit serbo-bulgare qui reste toujours à l'état aigu. Le malaise qui en résulte n'est encore aggravé de la déception occasionnée par la remise de l'entrevue de M. Pachitch et de Guechof à la frontière des deux royaumes. Cette rencontre toutefois ne serait qu'ajournée si le départ de Belgrade pour Sofia par train spécial de M. Spalotkovitch, ministre de Serbie, en Bulgarie, indique que les conversations entre les deux capitales continuent et qu'on n'y a pas encore renoncé à tout espoir d'entente directe, quelque éloignés que soient les points de vue des deux gouvernements.

Nous exposons plus loin la thèse serbe et la thèse bulgare d'après des déclarations autorisées. Le litige peut se résumer du reste en peu de mots. La Serbie estime, comme on sait, que les traités entre elle et la Bulgarie sont infirmés par les dérogations qui y ont été apportées au cours des événements. Elle en demande donc la revision en même temps que des compensations. La Bulgarie conteste le bon droit de ces réclamations et lestime que le traité doit être observé dans son texte intégral. Elle s'en tient donc à exiger l'exécution pure et simple de ses clauses.

Le traité bulgaro-serbe conclu sous l'égide de la Russie n'a pas été publié, et cette puissance n'en a pas encore autorisé la divulgation, par suite de considérations internationales, dit-on. Une de ces clauses en effet oblige la Bulgarie à soutenir la Serbie avec une armée de 200.000 hommes en cas d'attaque de l'Autriche-Hongrie. Mais les conditions de partage qu'il contient n'en sont pas moins connues, de même que les articles d'après lesquels l'interprétation générale du traité et tous les différends qui naîtraient de son exécution sont soumis à l'arbitrage de la Russie.

C'est là point essentiel. Quel que soit le désir que la Serbie puisse avoir d'un règlement direct avec la Bulgarie, il est impossible qu'à Belgrade on ne recoure pas, en fin de compte, comme à Sofia, à la grande puissance slave dont d'avance le jugement a été demandé, plutôt que de trancher le conflit par la force.

Toutefois, la Russie elle-même préférerait écarter d'elle la responsabilité d'un arbitrage où elle craint de compromettre son prestige slave, faute de pouvoir donner satisfaction aux deux parties en cause. Elle redoute aussi de voir son impartialité discutée et d'être suspectée de vouloir accorder des compensations à la Bulgarie pour la perte de Silistrie et de Rodosto. On n'ignore pas en effet à Saint-Pétersbourg que les puissances qu'inquiètent l'union balkanique et l'hégémonie russe dans la péninsule intriguent à la fois à Sofia et à Belgrade. Toutes ces raisons expliquent pourquoi la Russie s'efforce de n'intervenir qu'à la toute dernière limite, lorsque toutes autres moyens seront épuisés.

Ces dispositions de Saint-Pétersbourg ont fait envisager diverses solutions. L'arbitrage de la Triple-Entente, des puissances, de la cour de La Haye a été mis en avant. Différents hommes d'Etat balkaniques ont même songé au président Wilson. Mais comme nous l'avons dit hier, on s'oriente en ce moment vers une solution mixte qui facilitent du reste les négociations qui viennent de s'ouvrir à Salonique entre M. Venizelos et les envoyés bulgares, et qui consisterait à faire régler le partage entre tous les alliés dans une conférence où ils seraient représentés et qui serait réunie à Saint-Pétersbourg.

L'essentiel, c'est d'arrêter la plus tôt possible, par une intervention efficace, l'effervescence croissante qui dans les capitales balkaniques mine l'influence des hommes d'Etat dirigeants, tels que MM. Guechof, Venizelos et Pachitch. L'agitation des milieux militaires et nationalistes, l'exaspération des polémiques qui enflamment l'opinion publique, mettent en péril même l'existence ministérielle de ces présidents du conseil, promoteurs d'une alliance qui a affranchi les Balkans. Leur remplacement par d'autres éléments plus passionnés et moins clairvoyants constituerait un des dangers les plus grands auxquels l'Europe aurait été exposée depuis le début de la crise d'Orient si fertile cependant en moments critiques.

## La Russie et les Alliés

Comme on le sait, la Russie a été présentée par la Bulgarie pour la question de l'arbitrage dans le différend serbo-bulgare. La Serbie, d'autre part, a fait savoir, comme je vous l'ai indiqué précédemment, qu'elle n'accepterait cet arbitrage qu'après l'échec de toutes les tentatives d'entente directe.

Actuellement le gouvernement russe paraît extrêmement impressionné par les difficultés de cette tâche. Il craint, ayant des sympathies égales pour les Serbes et les Bulgares, de mécontenter les uns sans s'attirer pour cela la gratitude des autres. Il y a, en outre, une telle force dans les deux argumentations opposées que la situation d'un arbitre est on ne peut plus difficile. La Russie se rend compte par exemple que le traité de 1912 donne à la Bulgarie des droits formels. Mais par ailleurs elle se rend compte également que la création de l'Albanie, tenant la Serbie enclavée entre d'autres Etats, n'a pas fait rendre à la guerre tous les résultats que Belgrade attendait d'une lutte d'émancipation.

C'est par ces considérations que s'expliquent les soi-disant conditions dont on a tant parlé et auxquelles la Russie aurait subordonné son intervention entre Serbes et Bulgares : 1° conclusion de la paix et démobilisation ; 2° remaniement du traité d'alliance ; 3° négociations parallèles entre la Bulgarie et la Grèce ; 4° acceptation par la Bulgarie du principe même d'un léger remaniement du traité de 1912. Ce serait là bien moins des conditions que des procédés pour gagner du temps, pour rendre l'intervention moins dangereuse pour la Russie, et tout cet exposé arbitrage devra en fin de compte se produire, si mêm pour éviter l'échec d'un échec.

La Russie conserve l'espoir au fond que les choses finiront par s'arranger, que les Serbes, les Bulgares et les Grecs se rendront compte des formidables risques qu'ils feraient une guerre.

Pour la Serbie, il n'est pas douteux qu'en cas de difficultés entre elles et la Bulgarie, l'Autriche exercerait immédiatement une action en sens inverse à celle qui se produisit lors de Silivritza et qu'elle arrêterait les Serbes victorieux sur la route de Sofia. D'autre part, il serait singulièrement dangereux pour la Grèce de dégarnir ses positions en Epire pour donner aide à l'Italie, au moyen de quelque émeute se produisant comme par hasard, l'occasion de s'installer à Vallona.

Quant à la Bulgarie, elle peut avoir à redouter une reprise d'activité de celle-ci à Tchataldja ou bien encore quelque mouvement de la Roumanie qui trouve insuffisante la cession de la seule ville de Silistrie.

On est donc convaincu à Saint-Pétersbourg que ce sont là de grands motifs de sagesse qui finiront par retenir les alliés et l'on est plus porté ici à mesurer les dangers d'une intervention arbitrale dans l'état actuel du conflit que les périls d'une inaction.

Dans certains milieux balkaniques, on se demande si le temps servira ce calcul de temporisation. On y craint au contraire que l'opinion publique des trois pays ne soit arrivée à un degré d'exaspération où il suffirait d'un simple incident pour amener une conflagration impossible alors à étouffer. L'on dit couramment qu'à Sofia notamment la sagesse du roi Ferdinand et de M. Guechof n'arrive pas à se faire comprendre de M. Danef et du général Savof qui semblent avoir dit partie pour former une sorte d'occulte ministère de combat.

Tout le monde sait, d'autre part, qu'à Athènes M. Venizelos lutte contre de hostiles tendances belliqueuses au Parlement, dans l'armée et même dans certains milieux de la cour.

Dans ces conditions on considère dans les milieux balkaniques de Pétersbourg qu'une intervention du dehors s'imposerait sans plus tarder.

Les Serbes et les Grecs paraissent convaincus que tout le problème balkanique doit être traité d'une pièce, les questions étant trop connexes pour être disjointes. Dans ces conditions c'est vers une sorte de médiation à forme très souple, n'ayant rien de juridique, que s'orientent les yeux, très nombreux, qui sont en contact avec les gens de Belgrade, d'Athènes et de Sofia. Ce rôle d'intermédiaire, de conciliateur amical ne pourrait évidemment appartenir qu'à la Russie.

On croit d'ailleurs savoir que les hautes sphères russes examinent actuellement le mode sous lequel pourrait s'exercer cette intervention. Le ministre des affaires étrangères, M. Sazonov, est parti pour Kostroma afin d'assister aux fêtes du tricentenaire de l'avènement des Romanof. Il entretiendra les ministres ses collègues et le tsar Nicolas de cette question. C'est une conférence de délégués balkaniques qu'on arrivera très probablement à envisager comme la solution de toutes les difficultés actuelles.

## Lettre de Bulgarie

Philippopoli, 15 mai 1913.

Mon cher Ami,

Laissez-moi vous parler un peu de nos affaires, puisqu'ils font parler d'eux depuis surtout que l'heure de la signature de la paix a sonné.

Où en sommes-nous. Les alliés et nous en particulier les Bulgares, après bout mois de bonne guerre ?

La paix aurait été signée hier, dit-on. Enfin m'écrivai-je, car je ne puis me tromper, ce sera pour plus d'une raison le cri ancêtre de notre peuple qui, d'une part, désire la cessation d'hostilités inutiles, puisque l'Europe ne lui permet pas d'aller plus loin dans les conquêtes et qui, d'autre part, est impatient de savoir ce que tui aurait rapporté tant de sacrifices et tant de victoires, puisque la magot turc est à partager entre alliés, d'après des bases qui, malheureusement, n'ont rien de bien précis et de définitif.

En effet ce dernier motif semble avoir prédominé dans notre empressement à signer des conditions de paix qui dans toutes autres circonstances auraient été beaucoup plus discutées.

Le peuple bulgare est très énervé et il est heureux que la censure mette le holà à des bruits et à des nouvelles qui ne sentent rien moins que la poudre.

On a aujourd'hui la certitude que la Serbie et le Grèce ont l'intention, qui n'est que trop manifeste de garder pour elles des villes macédoniennes nettement bulgares que les hasards de la guerre leur a fait occuper. Bien plus, on est exaspéré par leur conduite envers nos frères macédoniens.

Précisons cette conduite : fermeture de nos églises et de nos écoles ; nomination de se déclarer Serbe ou Grec et de donner à son nom la finale nécessaire ; défense de sortir des villes, de voyager, de communiquer ; la menace, la pression, la réquisition, etc...

Or, devant notre conduite libérale et humaine envers nos populations nouvellement conquises et surtout envers celles qui appartiennent à la nationalité de nos alliés dont nous respectons les personnes et les institutions, devant l'effort héroïque et coûteux que nous avons fait pour briser la résistance des Turcs, dont les alliés ont doublement plus profité que nous, reconnaissons que l'honneur et la patience des Bulgares sont mis à l'épreuve et que nous signons la paix avec la Turquie pour avoir les coudées franches et réellement l'alliance balkanique ne devoit être qu'un vain mot après avoir été traitée d'idée géniale par l'Europe, surprise de tant de concessions mutuelles entre peuples jusques hier ennemis.

Nos alliés choisissent donc mal l'heure pour nous énerver et cela d'autant plus qu'ils mettent un retard inexplicable à signer une paix dont les grandes puissances ont nettement et irrévocablement fixé les conditions, prolongeant ainsi une guerre ruineuse pour nous seuls, puisqu'ils ne la font plus, eux, depuis longtemps, depuis des mois.

Mais voyons ce qu'il y a de vrai dans ces mécontentements et dans leurs prétentions.

On dit qu'il existe un traité entre la Bulgarie et la Serbie, mais qu'il n'y a qu'une simple alliance entre la Bulgarie et la Grèce. Cela serait vrai.

Pourtant comment croire que la Bulgarie se serait engagée dans une guerre, dont elle ne pouvait pas ne pas prévoir la côté difficile et dangereux, sans s'être préalablement entendue avec ses alliés, dans un cas, même large, mais précis pour le partage éventuel de la Macédoine, de la Macédoine seule, car à mon avis c'est elle que nous convoitions tous, qui est et fut le but unique de la guerre et de nos compétitions actuelles et que se partage en fit d'après des frontières fixées et définies par l'histoire, et plus encore par l'influence que les alliés y exercent depuis qu'il y a conflit à son sujet.

Je ne puis l'admettre un seul instant et c'est ce qui explique l'insistance des Bulgares à obtenir le traité avec les Serbes et à notre alliance avec les Grecs.

On nous oppose que la Bulgarie prend le vilayet d'Andrinople et tout le littoral de la mer Egée jusqu'à Raveila et devient ainsi une grande Bulgarie qui pourrait un jour menacer dans leur existence les petits Etats balkaniques.

A ces raisonnement, je me permettrai de répondre que le traité de San Stéphano prévoyait une grande Bulgarie avec des frontières tout aussi étendues que celles auxquelles nous aspirons. Que si elle prend quelles nous aspirons. Que si elle prend Andrinople c'est que tout ce pays est devant elle à l'Est, sans aucun autre allié comme voisin et qu'elle l'a conquise au prix de victoires qui ont nom : Lozengrad, Lilli, Bourgas, Seraï, Tchataldja, Boulair. C'est que, elle seule sera à l'avenir le voisine de cette Turquie qui continue à compter sur la carte de l'Europe et qu'enfin c'est elle qui aura toujours devant les yeux le spectre de la revanche.

Il ne saurait donc être question de faire entrer en ligne de compte dans la répartition des pays conquis par les alliés, des pays acquis par les Bulgares à l'Est et qu'ils ont largement payés de leur sang.

Partageons en frères ce qui a été la but de cette guerre et nous obtiendrons le résultat suivant qui seul pourra mettre fin à nos contestations.

La Serbie prendre la Vieille Serbie et le Sandjak de Novi-Bazar,

La Grèce aura l'Epire, la Crète et les Iles de la mer Egée.

La Bulgarie, la vraie Macédoine qui est bulgare avec Selonique, Ochrida, Dibra et Monastir comme villes extrêmes.

Tout autre partage ne saurait être accepté par la Bulgarie qui demande à embrasser une fois pour toutes tout ce qui est bulgare dans cette Macédoine qu'elle couve depuis qu'elle a reçu la vie politique : Sinon, le pacte sera rompu, dussions-nous tout perdre. Tout ou rien semble être la devise bulgare.

Et en effet, l'histoire de cette guerre est là pour démontrer que ce ne sont pas les alliés qui ont rendu service aux Bulgares, mais bien ceux-ci aux alliés, car ils n'ont jamais craint de se mesurer seuls avec les Turcs. A-t-on oublié 1908 et la déclaration de notre indépendance aux yeux stupéfaits des Turcs ? Peut-on nier que la Bulgarie n'ait pas été à la veille d'une guerre avec sa voisine ? et pourtant quelques régiments mobilisés à la frontière ont suffi pour que la Turquie cédât.

Ainsi donc la Bulgarie demande à ce que les alliés tiennent la parole donnée. On peut la menacer d'une alliance greco-serbe qui serait en mesure de lui faire face ; la paix avec la Turquie peut traîner encore, mais rien ne saurait la faire dévier un instant de son idéal dont la réalisation ne doit être ni contrecarrée, ni arrêtée.

Il lui faut la Grande Bulgarie, celle qui tiendra en respect ses voisins, grecs et serbes, il lui faut toutes ces villes bulgares de guerre et de langue, que la démonstration faite dans ces derniers jours l'a fait désigner de nouveau à la Turquie.

## CONTES ET VARIÉTÉS

# Le Bracelet

Bien que marié à une jeune et charmante femme, Paul Holger, le maître, le maître verrier des Ibittes, ne manquait jamais, chaque fois que ses affaires l'appelaient à Paris, c'est-à-dire tous les quatre ou cinq mois, d'aller offrir ses hommages à Mme Léa de Montagne, une mûre et hospitalière habituée de la rue de Moscou. Il chaque fois en recommençait du bon accueil qui lui était fait, il avait soin de laisser à la belle dame quelque gentil souvenir, pendants d'oreilles, boutons de diamant, bague ou médaillon.

Mme de Montagne se montrait d'autant plus sensible à cette gracieuseté qu'elle raffolait du tous les bijoux ni professait pour tout ce qui est luxe et bénéfice en général un culte incomparablement plus ardent que celui qu'elle rendait à la vertu. Elle était même célèbre dans son monde par sa sagacité, et célèbre que plusieurs de ses bonnes amies, la voyant presque chaque soir rôder aux alentours de la petite Bourse, prétendaient qu'elle était de race juive et le soutenaient avec obstination. Il n'en était rien. Léa avait été solennellement baptisée, trente-huit ans auparavant, dans l'église de Montagne, sa ville natale, et s'appelait de son vrai nom Mélanie Cochenard.

A différentes reprises, Léa avait remarqué, dans la vitrine d'un bijoutier du boulevard des Italiens, un bracelet en or mat garni de trois superbes saphirs sertis de brillants, et peu à peu elle s'était laissé inoculer par ce bijou, s'en était entêtée.

Comment l'avoir ?

— Lorsque Paul viendra, cumine-t-elle, il faudra que je tâche de me faire payer ça !

Paul Holger arrive, et Léa n'est rien de plus pressé que de l'amener devant la montre du bijoutier et de le convier à partager son admiration.

— Très beau, en effet ! D'un goût d'une élégance !...

— Et les saphirs, quel éclat ! Vois le joli bleu ! Un bleu pas trop foncé, à la fois limpide et velouté...

— Un bleu magnifique ! Oh ! certes ! s'écria Paul. Seulement...

— Oui, c'est le prix !

Une microscopique étiquette, fichée dans l'écrin où reposait le bijou, portait le chiffre à 200, et Paul Holger ne mettait guère d'habitude plus de douze ou quinze cents francs à ses témoignages de reconnaissance envers Mme de Montagne. On était donc loin de compte.

— Nous pourrons toujours entrer, insinua Léa, examiner de près... Il est revisonnant! Vois donc, quel feu ! Nous causerions avec le commis ou le patron. Quelquefois les prix annoncés ne sont pas exacts. Peut-être aussi consentirait-on à un rabais.

— Soit, entrons, dit Paul.

Le prix marqué était toujours un prix fixe. Impossible de rien rabattre : l'usage de la maison s'y opposait. Cependant, pour être agréable à madame, ne pas retuer une affaire, et à titre tout à fait exceptionnel, on laisserait le bracelet à trois mille francs, chiffre rond.

C'était encore bien plus que ne voulait payer Paul.

— Nous verrons... murmura-t-il en laissant mine de s'en aller.

— Mais monsieur pourrait voir d'autres bracelets... Nous en avons d'autres, très avantageux... Des modèles tout nouveaux... Combien monsieur pensait-il mettre ? Dans quels prix ?

— Je ne pensais pas dépasser dix-huit cents, deux mille francs.

— J'ai quelque chose qui plairait sûrement...

— Mais, n'est ce bracelet que nous désirons et non un autre. Du moment que vous ne pouvez pas...

Le marchandage se prolongea encore quelques instants ; puis devant l'obstination du négociant et persuadés de l'inutilité de leurs efforts, Paul et sa compagne se retirèrent.

⁂

Deux heures plus tard, Léa réapparaissait dans le magasin.

— Il vous serait égal, n'est-ce pas, dit-elle au bijoutier, de laisser le bracelet à deux mille francs, du moment où la différence vous serait préalablement payée ? Voici le voici, voici mille francs, dit-elle, et je remettrai un billet de banque. La personne reviendra ce soir ou demain.

— Dans ces conditions, madame, parfaitement ! Ce va tout seul. Dès qu'on présentera, qu'on reparlera du prix, au lieu de maintenir mon chiffre, je le laisserai peu à peu... Vous pouvez vous en rapporter à moi, madame.

— J'y tiens, à ce bracelet, mais beaucoup, beaucoup ! Je serais désespérée de la laisser échapper !

— Le fait est qu'il est vraiment...

— Ravissant !

— N'ayez crainte, madame. Je vais le mettre de côté... Madame est certaine qu'on reviendra bientôt ?

— Ce soir même, demain, au plus tard. Absolument certaine !

Effectivement, Léa y mit une telle insistance, tant d'adresse et d'audace, elle sut si bien manœuvrer, que Paul Holger lui promit de retourner chez le bijoutier et d'essayer de le rendre plus accommodant.

C'est tout ce qu'elle demandait.

La soirée était trop avancée pour que Paul remplît sur-le-champ sa promesse.

— Le magasin doit être fermé cette heure-ci... Mais demain matin, sans faute, j'y passerai, ma chatte.

⁂

Le lendemain, la matinée s'écoula sans que Léa vît rien arriver. A trois heures de l'après-midi, elle n'avait encore rien reçu. Dévorée d'impatience, saisie peut-être bien eussi d'un commencement d'inquiétude, d'une naissante panique, elle courut chez le bijoutier.

— Madame est en comble de ses vœux ?

— On est venu ?

— Ce matin, même, oui, madame, et l'affaire a été conclue, ainsi que vous le présumiez, moyennant deux mille francs.

Léa poussa un soupir d'allégement et de joie et regagna bien vite sa demeure, convaincue que Paul, ou tout au moins le bracelet, l'y attendait.

Personne. Rien.

L'impatience et l'anxiété la rejirent et l'agillonnèrent de plus belle. Non, impossible d'y résister ! C'était trop longue.

L'hôtel où Paul Holger descendait d'ordinaire était situé sur la place de la Madeleine ; c'était une espèce de maison de famille, fréquentée par de paisibles provinciaux et des étrangers économes. Léa y était allée une fois déjà, et, avec sa mise simple, sa toilette sérieuse et sombre, pouvait s'y présenter de nouveau sans crainte de rencontrer Paul, sans inconvénient aucun.

— M. Holger est bien mon ami, dit-elle à la caissière ou gérante, une quadragénaire haute en couleur, la mine déturée et jeuse, qui était assise devant un petit bureau encombré et en train de compulser des factures.

— M. Holger est parti, madame.

— A quelle heure pensez-vous qu'il rentre ?

— Mais, madame, puisqu'il n'est plus ici...

— S'il est absent, sorti...

— Parti, madame. M. Holger a quitté Paris ce matin.

— Ce matin ?

— Il a dû prendre un train vers midi.

— Et pour retourner chez ses ateliers?

— Oui, madame, c'est cela même aux Ibittes.

— Etes-vous sûre ? Et Léa, qui se refusait encore à croire à une telle catastrophe.

— C'est M. Holger qui me l'a annoncé de sa propre bouche, répliqua la matrone. Pendant que le garçon fait descendre sa valise, il m'a même montré un bracelet qu'il venait d'acheter, un très joli bracelet, orné de saphirs, m'a demandé comment je trouvais.

— Je ma réjouis de la surprise que je vais faire ce soir à ma femme, s'est écrié Mme Holger vient justement de me rendre pâre : ce sera son cadeau de relevailles ! Je l'avais déjà aperçu, ce bracelet, je le guignais. Et puis pas cher, vous savez, pas cher du tout. Il y a des marks, s'est ajouté avec son sourire habituel, sans doute pensé pour offrir de pareils présents aux petites dames ; mais nous autres, naïfs provinciaux, gens de mœurs simples et au cœur pur...

Albert CIM.

SUCRE ABEILLE le plus sucré

## Les tisseurs de Saint-Quentin et la semaine anglaise

Les ouvriers de onze usines de Saint-Quentin ont formulé il y a quelques semaines, auprès des patrons, des revendications tendant à obtenir l'application de la semaine anglaise et une augmentation de salaire de 10 %.

Les patrons ont répondu que la situation de l'industrie du tissage ne permet aucun nouveau sacrifice. Quant à la semaine anglaise, elle ne peut être appliquée que comme mesure générale, atteignant tous les tissages fabriquant les mêmes produits en France et au dehors.

Le samedi suivant, les ouvriers quittèrent les ateliers à onze heures et demie ; la même fait s'est reproduit il y a huit jours. Mais les patrons faisaient savoir à chaque ouvrier un